



## POURQUOI LA CGT KORIAN NE SIGNE PAS L'ACCORD SUR LE DIALOGUE SOCIAL ET LA MISE EN PLACE DES CSE

Afin d'avoir un dialogue social soit disant de qualité, KORIAN aurait pu mettre en place plus de CSE permettant d'avoir à la fois de la légitimité en terme de prérogatives et plus de bien-fondé s'ils avaient été élus par les salariés eux-mêmes.

La CGT pour rappel, a signé la loi portant sur la représentativité le 20 août 2008, cela permettait de donner tout bon droit aux suffrages des salariés, nous devons respecter ce sur quoi nous nous sommes engagé.

La mise en place de quelques CSE et la désignation par ces mêmes CSE de représentants dits « de proximité » non élu(es) ne remplacera jamais les délégués de site élu(es) (DP + CHSCT) sur nos établissements.

Il faut rajouter à ce projet de « Dialogue Social » une perte très importante d'élu(es) titulaires et suppléants sur nos établissements. Les élus de proximité sont la force de la défense des salarié.es, les élus de proximité sont la force de notre syndicalisme CGT.

La direction réduit les heures de délégation, le nombre de délégués au CSE, le nombre de représentants de proximité, (beaucoup de travail avec moins d'heures...)

La direction refuse la présence des suppléants aux réunions du CSE.

La direction nous impose un découpage des CSE qui s'adapte à son organisation interne sans prendre en considération la réalité de l'implantation des sites!

Pas de dialogue social quand la direction impose aux RPX et membre CSSCT de poser leurs heures de délégation durant le temps de travail (c'est à dire nous ne serons pas couvert quand on se déplace durant les jours de repos en visite d'établissements ou se rendre en inspection du travail ou à nos unions locales....).

Sur la question des Délégués Syndicaux, leur nombre est également insuffisant au regard des vastes étendues et des attentes (un découpage à la Hache) et du nombre d'établissements à couvrir (c'est pire que la conquête de l'Ouest ! Le ou la Délégué(e) Syndical(e) devient un cowboy ou un super héros! ) C'est Mission Impossible !

Nous n'avons toujours pas d'œuvres sociales à la hauteur du groupe.  
 En faisant un petit calcul, nous arrivons à 15 euros par mois par salarié.e.  
 Une soirée ciné avec ses enfants ou petits-enfants, ça vous dis ?  
 Nous avons combattu ensemble dans la rue les ordonnances de Macron,  
 continuons à le faire dans l'entreprise en refusant de signer les accords  
 aux rabais!!!